

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
19 au 25 avril 2001

10 FF
1,52 €

Hypocrisie politicienne contre les licenciements

Boycott des yaourts, réquisition des profits!

ALORS COMME ÇA, LES notables sentent la colère monter ces derniers temps et ils réclament à corps et à cris des mesures pour arrêter l'hémorragie des licenciements. Tout d'abord ils se sont emparés de l'idée du boycott légitime du point de vue des salariés et des consommateurs mais qui, somme toute, évite la critique radicale du fonctionnement de toutes les entreprises basé sur le

va créer plus de licenciements que prévus », « cela va aider d'autres concurrents ». À noter que ces arguments sont repris dans les salons syndicaux notamment par Notat et Blondel. Si on écoute cette logique, il ne faudrait jamais rien faire car la grève aussi « porte atteinte à la viabilité de l'entreprise » et « favorise les concurrents ».

Pour les salariés de Danone, le boycott est un moyen d'associer la popula-

soit plus de 300 licenciements directs et près de 1000 en comptant les sous-traitants. Luttés en perspectives!

Gesticulations contre les licenciements

Les politiciens découvrent maintenant que de grosses entreprises exagèrent et qu'il faudrait freiner leurs ardeurs à licencier en prenant des mesures. Tiens donc! Comme si les licenciements, les délocalisations et toutes les restructurations capitalistes démarraient aujourd'hui avec Danone et Mark & Spencer. Belle hypocrisie!

L'ex-ministre Chevènement est monté au créneau (lui qui n'a pas rechigné lors des licenciements massifs d'Alstom à Belfort) le premier secrétaire du PS François Hollande est allé dans le même sens tout en précisant qu'il « ne fallait pas penser que nous allions tout cadencasser... il ne faut pas que les entreprises, lorsqu'elles font des profits soient dissuadées ».

Même Madelin s'est prononcé pour le « zéro licenciement » dans des entreprises qui font du profit (encore une hausse du baromètre social et Madelin devient trotskiste!).

Certains dans la « gauche socialiste » repartent de faire réapparaître la fameuse « Autorisation administrative de licenciement » (supprimée en 1986) qui n'avait d'ailleurs servi qu'à autoriser des milliers de licenciements notamment dans la sidérurgie.

Jospin promet en guise de conclusion une mesure législative urgente en mai qui visera à « mieux encadrer la procédure des plans sociaux » lorsqu'une entreprise réalise des profits et « de rendre plus coûteuses les décisions de supprimer des emplois ».

Quand on sait le pognon mis de côté par les grandes entreprises pour réaliser des plans « sociaux » ou d'autres manœuvres (fusions, rachats, OPA) et celui demandé à l'Etat pour payer les préretraités par exemple, il est clair que ces mesures seront d'une grande efficacité.

Patronat et gouvernement contre les grévistes et pour la liberté de licencier

Pendant ce temps, une offensive bien plus importante se mène sur le terrain de la privatisation des services publics. Les grèves à la SNCF sont là pour le

rappeler. Car il s'agit bien-là de casser le statut des cheminots donc de pouvoir gérer la SNCF comme une entreprise à yaourts : virer le personnel quand on veut mettre en concurrence plusieurs sociétés de trains (voir ce qui s'est déjà fait dans le transport par avion et les actuels licenciements d'AOM) et généraliser les emplois précaires déjà bien présents.

Et là, toutes les forces ont été employées par le gouvernement, le patronat et ses valets.

La presse et les télé ont répandu leurs traditionnels refrains anti-grévistes en montrant des usagers en colère contre les cheminots. Les grandes centrales syndicales ont vite enterré un mouvement qui leur semblait trop dur. Dès le début la direction de la CGT était défavorable à la poursuite et à l'extension de la grève à tous les secteurs

de la SNCF. Elle sera aidée bien entendu par la direction de la CFDT pour militer contre la grève.

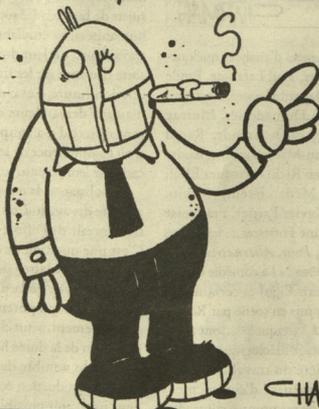
Le patron Gallois a déclaré une pause pour permettre au « Conseil d'administration de la SNCF [...] de confirmer le caractère intègre et public de l'entreprise » et il a annoncé 1000 emplois nets supplémentaires d'ici la fin de l'année. Une pause à la SNCF? Pas pour longtemps.

Bonne nouvelle : les chauffeurs de bus se mettent de nouveau en grève pour la retraite à 55 ans dans plusieurs villes du pays. Ceux qui se battent ont raison car ils n'acceptent pas la domination des affairistes qui créent la misère et ils montrent le chemin qui reste à franchir pour un jour autogérer tous les moyens de production, d'échanges et de circulation.

Manu. - groupe Déjacque (Lyon)

DES CENTAINES DE SALARIÉS
JETÉS DANS LA RUE

RASSUREZ-VOUS... ILS
SONT BIO-DÉGRADABLES!



credo « dégager du profit ». Et là résident toutes les limites d'un boycott aussi populaire soit-il.

Que Danone fasse les frais d'un boycott actuellement, cela laisse les anarchistes peu sensibles aux pleurnichements des actionnaires et de leurs acolytes, « cela fait du tort à la marque et

tion à leurs revendications et de faire une pression supplémentaire sur le PDG. Et on ne peut que souhaiter sa réussite.

Mais à bien y réfléchir, un boycott laisse un arrière-goût de « capitalisme à visage humain » très cher aux dirigeants quand il s'agit de protéger leurs intérêts de classe. Danone serait le vilain pas beau dans le pays des marchands de yaourts. Cela sous-entend que les autres entreprises sont des exemples et qu'elles ont su faire autrement. Regardez Nestlé ou BSN! Euh! pour BSN c'est pas le meilleur exemple : fermeture totale des Verreries (200 ans d'âge) à Givors (69)

ISSN 0026-9433 - N° 1241

M 2137 - 1241 - 10,00 F



FOP 2520

Retraite, chômage, aspects culturels du problème

La bifurcation manquée

D'EMBLÉE POINTONS UN fait nouveau dans l'histoire politique et sociale récente: c'est bien le patronat (le MEDEF) qui a l'initiative de la « refondation sociale ». C'est évident en matière d'allocations chômage: le « CARE », fur adouci en « PARE », après subtiles reformulations et aménagement marginal des mesures les plus explicitement coercitives, mais la « philosophie » du projet patronal est quasi intacte.

C'est la ruse de la raison capitaliste contemporaine que de déterminer les termes de la négociation, et la position du problème. Ainsi, des experts (de gauche?), également tiennent un discours sur la nécessité « d'une retraite à la carte ». Il est bien agréable de se voir présenter une carte achalandée, pour autant que l'on ait les moyens de choisir... Et, si vraiment on veut donner la liberté de choix – de continuer ou non à travailler – encore faut-il que les bénéficiaires du choix soient assurés de revenus permettant de choisir (i.e. actuellement à 60 ans), et avec une retraite suffisante, offrant la possibilité d'accéder, de droit, au statut d'inactif pensionné (retraité).

Or, les prochaines décennies seront celles de la prolifération des « nouveaux vieux pauvres ». En effet, pour des masses de jeunes précaires, d'étudiants tardifs, de Rémistés précoces (dès 25 ans), de récurrents chômeurs ne pouvant prétendre à l'ASS, la retraite même modeste « à taux plein » semble un pactole dont ils ne risquent guère de bénéficier, pour motif de trimestres insuffisants. L'avenir est sombre pour nombre de futurs non-retraités.

Contradictions économiques et culturelles

Un état de fait, qui contrarie la tendance à l'allongement de la vie productive (et explique les inquiétudes): dès 55 ans, seul un sujet sur trois est encore en activité (salariale), à l'ANPE les inscrits du même âge sont dispensés de recherche et bénéficient d'allocations légèrement réévaluées.

Il y a actuellement, en France, 12 millions de retraités, qui pour la plupart

vivent plutôt bien, bénéficient d'un loisir mérité et solvabilisé, encore perçu comme légitime après une vie de travail et d'efforts. À l'échelle d'une vie le temps de loisir (souvent actif, jusqu'à un âge tardif) tend à devenir égal ou supérieur au temps consacré au travail!

La cause de la pauvreté c'est... le manque d'argent

La phrase qui précède est d'une indécise évidence. Elle est pourtant due à J. K. Galbraith économiste de forte réputation internationale, auteur notamment de « L'Ère de l'opulence » (1961), dont le dernier livre « Des amis bien placés », est cette année disponible aux éditions du Seuil.

Depuis longtemps Galbraith est partisan d'un revenu de droit, supérieur au seuil de pauvreté pour tous les citoyens des pays riches, en premier lieu. Immédiatement réactifs, les contradicteurs font valoir les abus prévisibles: les pauvres auraient les moyens de ne pas travailler?! Plus précisément, la capacité de refuser les mauvais travaux, mal payés qu'ils doivent encore aujourd'hui accepter par nécessité. Explosif. L'on comprend les inquiétudes du MEDEF (Denis Kessler) quant à la paresse des « chômeurs par confort ».

D'autant que malgré 12 millions de retraités, plus de 2 millions de chômeurs enregistrés, 300 000 dispensés de travail (à 55 ans), nombre d'occupés à des activités de camouflage et de préservation de la culture du travail... la productivité constamment augmente, la « société d'abondance » que prévoyait Galbraith (et d'autres), est visiblement devenue celle de la profusion, de l'engorgement, d'un gaspillage éhonté, d'un mimétisme consumériste exacerbé.

Mais, les pauvres, eux, manquent d'argent? Pourtant l'argent ne manque pas, c'est une donnée immédiate de l'observation. Créer le manque, absolu (misère) ou relatif (pauvreté de situation, comparative, subjective), c'est la raison et le motif de l'expansion du capitalisme.

La source du problème qui touche les demandeurs d'emploi (chômeurs) et ceux, qui de droit sont dispensés d'emploi (retraités) est la même. En essayant

d'examiner les choses sous un angle peut-être inhabituel, i.e. culturel, en négligeant volontairement les aspects immédiatement financiers (combien d'argent dans les multiples caisses), en ignorant les arcanes, complications, obscurités des circuits de financements qui dissimulent une invisible et pourtant éclatante évidence, nous essayons ci-dessous de retourner aux racines d'une économie qui n'aurait jamais dû cesser d'être politique.

Gains de productivité dans tous les secteurs

À l'époque où perdurait l'affrontement du bloc capitaliste et du bloc communiste, la peur de l'ennemi, les

Dans le fond, culturellement parlant, la paix, la prospérité partagée sont indésirables, parce qu'elles risquent de faire surgir la menace du loisir généralisé, de l'effort authentiquement partagé.

Les signes de cette émergence du loisir largement disponible (loisir actif, impliqué, citoyen, idéalement plus proche de l'otium romain, ou de la scholè grecque, que d'un vulgaire droit à la paresse de consommateurs gavés), les symptômes de la fin du travail (de ses modalités sous contrainte libérale) étaient, à la fois manifestes et mal perçus. Tant dans les comportements sociaux réellement perdurants (cf. plus haut), que dans de multiples ouvrages d'économie politique, de philosophie, de dénonciations des méfaits de la globalisation, etc.

de croissance du Pib, également 2%/an (comme durant la période 1980/2000), chômage (actuel) 9%. Conséquence le PIB va croître de 40% en 20 ans (2000/2020). Le rapport retraités/actifs occupés va passer de 0,48 à 0,66, soit une croissance de 38,5%. Ceci pour le secteur privé, les prévisions sont un peu moins optimistes pour le régime des fonctionnaires... tout de même les tendances lourdes et réelles sont en contradiction totale avec les arguments du MEDEF!

Pour quelles raisons les « seniors » de l'an 2020 et après devraient-ils travailler jusqu'au seuil de la mort, survivre brièvement avec de maigres pensions, dans des conditions économiques et sociales inférieures à celles de leurs parents et grands-parents qui eux s'activèrent dans une société infiniment moins riche, moins productive? Il n'y a guère de motifs économiques pour que la richesse collectivement produite profite seulement aux seuls retraités de la capitalisation, les vieux riches qui auront accès à la coûteuse jouvence des biotechnologies.

Le projet du MEDEF est une véritable crime contre la sûreté de l'esprit!

La bifurcation manquée

Un changement radical d'itinéraire politique et social était probable possible et désirable par beaucoup, une bifurcation productive était déjà sensible, visible presque.

En somme, il n'y a pas de fatalité économique, la décision de l'octroi ou non d'un revenu est, en son essence, une question politique, de philosophie politique, avec en son inséable envers, la prescription du devoir de production. On ne peut revendiquer l'usage d'une partie de la richesse socialement produite sans d'une façon ou d'une autre contribuer à la production. Les retraités ayant travaillé ont droit à un revenu, les handicapés ne pouvant travailler sont sujets de la solidarité sociale des sociétés humanisées, les étudiants sont de futurs travailleurs, on leur donne parfois une sorte d'avance sur les fruits de leur production future. Les chômeurs sont en majorité demandeurs d'emploi, pourtant objets d'un soupçon récurrent, d'où l'ambivalence de leur statut, la précarité de leur revenu.

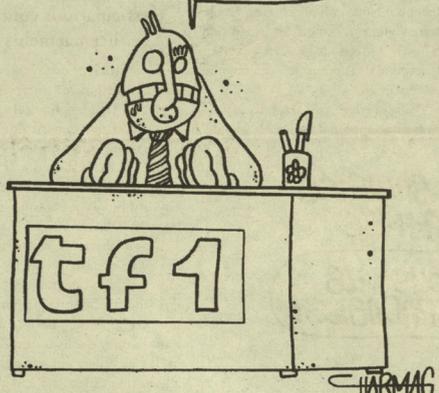
En substance, la question est celle du nombre des ayant-droit, et de la répartition sociale de l'effort de production. C'est une question de civilisation. Or, les gains séculaires de productivité, l'allongement de la durée de vie, les perspectives qui potentiellement, raisonnablement, vont dans le sens de la réduction de la durée hebdomadaire du travail, du nombre des années consacrées à la production économique dessinent un avenir possible, en contradiction radicale avec celui que veut nous imposer le MEDEF!

Pourquoi ne pas reprendre l'initiative des propositions réellement innovantes, plutôt que de subir une discussion dont les termes et les enjeux nous sont imposés? Doit-on se résigner à ce que l'imagination soit aussi, en plus, le monopole des possesseurs du pouvoir économique et politique? Sommes-nous condamnés à « la paix indésirable », donc à la guerre sociale? Par qui? pourquoi?

Alain Véronèse

LA FIN DES RETRAITÉS

QUI ALLONS-NOUS OBLIGER À REGARDER NOS PROGRAMMES DE MERDE TOUTE LA JOURNÉE



énormes dépenses d'armements, étaient à fait nécessaires pour justifier la réduction des budgets sociaux, pour maintenir une rareté relative des biens, et inciter à la discipline d'entreprise. Bref, pour le système la paix était indésirable, car si les moyens de production mobilisés avaient été orientés vers les besoins civils et pacifiques... la surproduction aurait été menaçante. La disparition de l'ennemi principal (à l'Est en tous cas), a permis quelques déversements techniques (Internet) et productifs vers la production de biens civils – ce, avec un coût écologique énorme. Et, prix d'une augmentation de la sphère des besoins – ne pas avoir de télévision « à coins carrés », devoir se priver de téléphone portable, ou de l'usage d'une voiture « présentable », etc. peut-être ressenti comme une pauvreté relative, une « misère de position » (Bourdieu).

Avec des nuances d'analyses quelquefois importantes, Paul Lafargue, Emile Zola, John-Mayard Keynes, Bertrand Russel, Joffre Dumazedier, Murray Bookchin, Hannah Arendt, Raoul Vaneigem, Jean-Marie Vincent, André Gorz, Radovan Richta, Jacques Ellul, Dominique Méda, Jérémy Rifkin, Roger Sue, Xavier Pattier, Françoise Gollain, Viviane Forrester... les revues *Transversales*, *Pour, Alternative libertaire*... au cinéma: « La comédie du travail » (prix Jean Vigo) et certains des protagonistes mis en scène par Robert Gédiguian (« A l'attaque! »)... ont pratiqué le démontage idéologique et culturel de la société du travail. Le vieux monde était menacé d'écroulement sous le poids de ses propres contradictions; d'où l'offensive actuelle du MEDEF, et de ses alliés... dont certains sont issus du monde syndical.

Il n'y a pourtant aucune raison strictement économique pour allonger la durée des cotisations.

Même en l'état actuel des modalités de perception des cotisations patronales et salariales, il y a de l'argent dans les caisses – pourtant aussi nombreuses qu'opaques. Sur les tendances raisonnablement prévisibles, nous avons: croissance de la productivité, 2%/an, taux

le monde libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: J. Toublert
 Service abonnement: 02 35 84 27 17
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
 Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Hebdo 1
 Diffusion N.M.P.P.

Je boycotte Danone

ET SI PAR MALHEUR, DANONE fabriquait aussi du vin et des petites culottes, je crois que je pourrais même arrêter de boire... Le géant du yaourt m'a ouvert les yeux, je tiens à le remercier chaque jour en rayant son nom de ma liste de courses.

Comment, en effet, aurais-je pu découvrir que ma vie toute entière était sous perfusion d'un géant industriel, qui squatte mon frigo et se soucie des hommes comme de son dernier sachet de grumeaux? Comment aurais-je pu comprendre que mon caddie avait plus d'influence sur le monde qui nous entoure, que mon bulletin de vote et celui de mes amis? Comment aurais-je pu deviner que l'on puisse gagner 7500 F net par

mois, après avoir fabriqué des biscuits à la tonne pendant 25 ans? En licenciant 2970 ouvriers - dont 570 en France, alors qu'il a réalisé un bénéfice de 4,7 milliard de francs, Danone m'a montré à quel point il

devenait urgent de changer mes rapports avec une entreprise dont je suis aussi un peu l'actionnaire forcé.

En m'aidant à fortifier ma croissance, Danone a fait de moi un consommateur en pleine forme qui refuse de subventionner une multinationale dont les produits sont majorés par la pub - et les employés des biscottes que l'on écrase pour faire un peu plus de blé. 450 films publicitaires ont été réalisés pour vendre du Danone. Mes orgies de Granola ont probablement contribué à payer l'un d'eux. J'exige que la firme qui m'a vu grandir réintègre ses employés à Calais, Ris-Orangis, Jussy et Chateau-Thierry. Dans le cas contraire, je m'engage à ne plus jamais acheter de produits Danone. Si les conséquences du



boycott devaient provoquer d'autres licenciements, j'estimerai - à juste titre - qu'un groupe qui fait partie des 15 sociétés françaises cotées en bourse à New-York, retient en otage son personnel et l'instrumente

comme bouclier social. Dans une société où l'argent et le marketing ont perverti le système démocratique, le boycott relève de l'action citoyenne.

Association « Boycott »

Les êtres humains ne sont pas des yaourts

Ulcerés par l'attitude du groupe Danone, qui licencie près de 3000 personnes en Europe malgré une situation financière florissante et des ventes en hausse de 7%, un collectif d'auteurs et de journalistes, issus du magazine Technikat, propose sur Internet un lieu de débats et d'engagements citoyens sur le thème du boycott.

Je boycottedanone.com, premier site web français consacré au géant agro-alimentaire et à sa gestion des ressources humaines, pose la question du choix des consommateurs sous dernière forme d'action politique dans une société où l'argent et le marketing semble avoir perverti les fondements de la démocratie et du droit social.

Le site rappelle que le boycott est un moyen de pression efficace, s'il est massivement suivi comme ce fut le cas en Belgique au moment de la fermeture des usines Renault à Vilvorde, en Angleterre et en Allemagne lors du boycott en 1995 des industries Shell organisé par l'association Greenpeace.

Une charte est proposée aux Internauteurs qui souhaitent la signer, ainsi qu'un forum sur le boycott et un reportage sur les grévistes de Calais. Des affiches pro-boycott sont également disponibles au format d'impression ainsi que la liste des produits Danone concernés. Ce site est une initiative militante de l'Association « Boycott » qui souhaite une régulation du libre marché par les consommateurs eux-mêmes.

Plus d'infos chaque jour sur www.jeboycottedanone.com

Grève des transports à Rennes

Les chauffeurs ne veulent pas être des contrôleurs

LES CONDUCTEURS DU STAR (Service de transport de l'agglomération rennaise) sont en grève depuis trois semaines car ils refusent le rôle de contrôleur que leur direction veut leur faire jouer. Sans être d'accord avec leur solution alternative, nous soutenons leur volonté de pas devenir un élément de l'appareil répressif. Interview de Yvon délégué du personnel C.G.T. à la S.T.A.R.

ML: Pourquoi êtes-vous en grève?

Yvon: La direction a pour projet la montée par la porte avant des passagers, nous demandons le retrait immédiat du projet pour plusieurs raisons. Le conducteur ne peut pas être à la fois conducteur, receveur et vérificateur. Si le conducteur contrôlé, cela va entraîner une diminution de l'effectif au niveau des con-

trôleurs. D'après le projet de la direction, le conducteur devra s'assurer que l'usager a son titre de transport et s'il ne l'a pas il devra appeler le central pour que les contrôleurs puissent agir, ce qui met en danger la sécurité des conducteurs. Les conducteurs ne sont pas là pour faire de la répression, c'est pas leur boulot.

ML: Avez-vous un projet alternatif?

Yvon: Oui, nous demandons une augmentation de l'effectif au niveau du contrôle. Nous demandons à ce que les tarifs soient réduits pour les étudiants (ils sont 60 000 à Rennes) nous demandons aussi une plus grande présence humaine ce qui entraînera moins de fraude. Avec le nouveau projet, on fait tout porter sur le conducteur, ce qui n'est pas normal.

ML: Et que pensez-vous de notre revendication de la gratuité pour tous?

Yvon: Sur le fond on n'est pas contre. Mais c'est à la mairie de décider, pour nous ce n'est pas vraiment le débat.

ML: Y a-t-il eu des menaces patronales?

Yvon: Oui. Une fois, ils ont voulu faire sortir les bus malgré le piquet de grève, aussi on reçoit des lettres nous disant qu'on est en rupture de contrat... c'est faux, mais ça peut impressionner.

ML: Et la poursuite du mouvement?

Yvon: Ça dépend de la direction. S'ils maintiennent leur projet on va continuer, après trois semaines de grève on va pas s'arrêter comme ça. **propos recueillis par Yves - groupe La Commune (Rennes)**

Communiqué de presse de groupe La Commune

Conflit du STAR

LE GROUPE LA COMMUNE DE LA FÉDÉRATION anarchiste apporte son soutien total au personnel en grève du Service de Transport de l'agglomération rennaise (STAR). Nous dénonçons les pressions de tous bords exercées sur les grévistes et les contre-vérités propagées par la direction de la régie et les politiciens: ceux-là même qui décident la fermeture de lits d'hôpitaux, de classes, n'ont de leçons de service public à donner à personne. Nous considérons que la solution véritable qui garantit réellement l'égalité des citoyens, est la gratuité des transports en commun comme de l'ensemble des services publics.

Cette solution est applicable immédiatement, nous l'affirmons: ce sont en effet les subventions (notre argent versé aux impôts) diverses qui assurent l'essentiel du financement des transports en commun, et nombre d'économistes, qui n'ont pourtant rien de révolutionnaire, admettent que les usagers ne paient en fait que la fabrication des tickets, l'entretien des

machines à composer et les contrôleurs. La gratuité, même dans le système actuel, reviendrait donc moins cher à la société, provoquerait moins de conflits de tous genres, et assurerait l'égalité de toutes et tous dans l'accès au service au public. Mais, dans un système capitaliste qui ne reconnaît et ne valorise que des rapports marchands et d'exploitation, l'idée même de gratuité est interdite.

La Fédération anarchiste appelle, sur cette base d'exigence de gratuité, tous les usagers qui sont aussi le plus souvent des travailleurs et des travailleuses, à la solidarité active avec les grévistes de la STAR.

Fédération anarchiste

c/o MJC La Paillette (rue du pré de Bris, 35000 Rennes) ou c/o Local Anarchiste Rennais (9 rue Malakoff, 35000 Rennes - Permanences les mercredi et samedi de 15 h à 19 h - Tél: 02 99 67 92 87).

Email: groupe-la-commune@federation-anarchiste.org - Site web: www.citeweb.net/la-commune-fa-rennes/

Faits d'hiver A propos de la magistrature couchée!

A l'instar d'autres corporations sœurs comme les croque-morts, les curés, les flics, les militaires, les profs et les bourreaux, la magistrature de ce début de XXI^e siècle a du vague à l'âme. Elle se sent mal aimée, déconsidérée, stigmatisée, soupçonnée, accusée, calomniée, vilipendée, discréditée, accablée, assié-gée, agressée...

L'opinion publique la dit guindée, empruntée; anachronique, vieillotte, taillonne, hautaine, chochette, m'as-tu-vu, dure aux yeux, servile avec les puissants, laxiste avec les sauvagesons et les voleurs de mobylettes.

Bref, à l'aube de ce troisième millénaire, le juge à l'hermine en berne, le code civil à marée basse et, sous la robe austère de la justice, c'est peu dire que le code pénal à peine à retrouver sa vigueur d'antan.

Conscients de la gravité de la situation, quelques vieux grognards de cette noble institution et quelques jeunes juges en bois brut ont, donc, décidé de frapper un grand coup. Histoire de démontrer à la face du monde (diplomatique) leur volonté citoyenne et égalitariste, ils ont, en effet, pris la plume pour demander, poliment, à un vulgaire locataire de l'Elysée (menacé d'expulsion en mars prochain, qui plus est) s'il ne voulait pas avoir l'obligeance (mais c'est quand il veut et où il veut) de vouloir témoigner à propos de quelques peccadilles dont à propos desquelles il pourrait peut-être avoir quelque chose à dire. Et puis, pour couper court à la rumeur qui voudrait qu'ils n'osent pas s'attaquer aux riches, ils ont osé traîner devant les tribunaux le célèbre « Richard la palourde ».

Ce dernier, en effet, non content de prélever chaque mois sa dime rémiste dans la cagnotte de l'État, s'était lancé récemment dans la pêche à la palourde (à marée basse) pour en revendre, de temps à autre, quelques kilos à un restaurateur de l'île de Ré.

Jeudi 12 avril, le tribunal de La Rochelle a donc condamné Richard à 2500 F d'amende pour travail clandestin et activité menaçant la santé publique car contrairement à la vache folle, au mouton apteux, la palourde ramassée par les pêcheurs à pied n'est pas contrôlée par les services vétérinaires.

Pour sûr que désormais, la magistrature et la justice vont devenir populaire!

Jean-Marc Raynaud

Après 40 ans d'existence, cessation des activités du Planning Familial de Rouen et de Saint-Etienne du Rouvray !

EN NOVEMBRE 2000, NOUS vous avons informé d'un mouvement de grève de salarié-e-s du Planning Familial, dû à l'état financier alarmant de ce dernier et des menaces de licenciements envers ceux-ci. Aujourd'hui, c'est chose faite ! Le Planning Familial licencie quinze personnes (conseillères conjugales, médecins, infirmière, secrétaire, comptable, femme de ménage) et va mettre la clé sous la porte, le bail du local de Rouen est résilié. Un comité de soutien s'est formé. Il considère ces fermetures comme une catastrophe car la disparition du Planning représente pour les femmes et les jeunes la perte d'un lieu d'écoute, de parole, de libre exercice de leurs

droits pour un accès à la santé et à l'information. Interview de Sylviane, salariée vacataire du Planning depuis dix ans.

Le Monde libertaire: Quelles sont les activités quotidiennes et militantes qui caractérisent le Planning Familial sur les deux centres de l'agglomération rouennaise ?

Sylviane: Le Planning familial est indispensable pour les femmes et les jeunes de la région rouennaise parce qu'il couvre des activités très larges et très importantes. Ainsi, les centres de consultations de Saint-Etienne du Rouvray et de Rouen qui vont fermer prochainement, ont, en 1999, (chiffres dont on peut dispo-

ser), réalisé plus de 2000 consultations médicales de contraception. Mais ils ont assuré aussi la délivrance de la pilule du lendemain (600 prescriptions en 1999), sans compter les entretiens pré-alables à l'IVG (530 entretiens réalisés en 1999), sans oublier la distribution de test de grossesse (800 prescrits en 99) et enfin les entretiens divers : conseil conjugal, viol-violence, relations parents/enfants, conseils juridiques (600 entretiens en 1999). Les activités sont aussi tournées vers l'extérieur par des interventions en direction des collèges et lycées

ML: Peux-tu nous dépeindre de manière synthétique les causes et les raisons du conflit, ce qui aboutit, au final, à la fermeture des deux centres ?

S: Les conflits au sein du Planning de l'agglomération rouennaise perdurent depuis très - on peut même dire trop - longtemps et ils n'ont malheureusement pas été résolus en temps.

Ils sont liés à des divergences de points de vue sur la politique du Planning et ses modes d'intervention. Se sont aussi greffés des conflits de personnalités, des rivalités de personnes, des tiraillements entre le centre de Rouen et celui de Saint-Etienne du Rouvray. On ne peut pas faire abstraction des difficultés financières, liées peut-être à des erreurs de gestion, ou à de mauvaises appréciations. Par exemple, la constitution d'une provision pour acheter un local, a été dénoncée et utilisée par la D.D.S. (Direction Départementale de la Solidarité - Conseil général) pour diminuer sa subvention (plus de 80% du budget). Moins de subventions font moins d'activités, et moins d'activités font moins de subventions, la spirale infernale a été déclenchée. Pour finir, le pouvoir exorbitant du Conseil d'administration empêche une relation équilibrée avec les salarié-e-s. La mauvaise passation de pouvoir entre l'ancienne majorité du C. A. et la nouvelle, qui s'est faite dans la douleur, n'a pas arrangé les choses et a exacerbé les tensions.

ML: Penses-tu que le soutien du monde associatif et syndical a été et est à la hauteur des enjeux ?

S: Les politiques et les syndicats de manière générale se sont peu investis

sur ce problème. Il faut dire que la complexité de la situation les a empêché de prendre clairement position et surtout d'apporter des solutions.

ML: Après la fermeture, si hélas on ne pouvait l'éviter, quelles structures peuvent accompagner et accueillir les « ex-bénéficiaires » du Planning ?

S: Il y a pourtant une nécessité absolue de maintenir les centres d'orthogénie du Planning, car les centres de planification du C.H.U. (Centre Hospitalier Universitaire) et de la maternité du Belvédère ne sont pas en mesure d'accueillir correctement le public concerné ni de répondre aux besoins des femmes et des jeunes.

ML: Un comité de soutien a été formé. Que pouvons-nous en attendre et quelles perspectives nous sont offertes ?

S: D'abord, populariser et faire connaître la situation et ses conséquences pour les femmes et les jeunes. On peut aussi espérer du comité de soutien des propositions pour recréer une nouvelle dynamique avec la participation d'un maximum de jeunes et de militants de tous horizons, prêts à s'investir dans cette lourde tâche. Le comité, pour concrétiser cela, invite à une réunion publique, le jeudi 3 mai à 20 h 30, à la MJC de Rouen-Rive gauche.

Propos recueillis par Guy et Eric - Groupe de Rouen

LYON

Des papiers pour tous les sans-papiers

A LYON, LES SEPT SANS-PAPIRS viennent de mettre fin à leur grève de la faim après 47 jours. La semaine dernière, la préfecture du Rhône avait proposé à trois d'entre eux un certificat de résidence d'un an. Les autres devaient soit rentrer dans leur pays d'origine pour faire une demande de « visa » de long séjour, soit rester dans la précarité.

Les grévistes ont refusé le cas par cas et ne sont pas entrés dans le jeu de l'Etat qui essayait de diviser le mouvement.

Vendredi soir, la préfecture a enfin fait une proposition correspondant aux attentes des grévistes. Mohamed a obtenu un certificat de résidence d'un an avec la mention « salarié ». Les six autres se sont vu délivrer une autorisa-

tion provisoire de séjour de trois mois, dans l'attente de la présentation d'un contrat de travail qui leur donnerait alors droit d'être logé à la même enseigne que Mohamed.

Des « garanties » ont été données pour permettre l'obtention rapide d'un travail et d'un logement. En effet, des élus PS, PCF, Verts des communes de Lyon, Pierre Bénite, Vaulx-en-Velin et Villeurbanne se sont engagés à les aider dans leur recherche. Ce sont ces mêmes élus qui soutiennent le gouvernement et ses lois racistes. Ce sont ces mêmes élus qui au niveau national collaborent à l'expulsion en masse dans des charters et qui, au niveau local parrainent des sans-papiers. Ce sont ces élus et leurs partis respectifs que nous n'avons

jamais vus dans les manifestations en soutien aux sans-papiers et qui se donnent bonne conscience en soutenant sept personnes et en laissant expulser plusieurs milliers.

Samedi, une dernière manifestation, rassemblant plus de 200 personnes a eu lieu à Lyon pour rappeler que le problème est loin d'être réglé, qu'il reste encore beaucoup de sans-papiers en situation précaire. Les manifestants ont donc défilé au cri de « Des papiers pour tous les sans-papiers » et « Régularisation de tous les sans-papiers ». La lutte doit continuer, nous ne devons pas nous satisfaire d'une victoire de circonstance des sept grévistes et oublier tous les autres.

Eric - groupe Kronstadt (Lyon)

Un enfant de 13 ans interné à l'hôpital psychiatrique Deux ans de calvaire

JEUDI 22 MARS, LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE Instance de Tarbes a statué sur la demande de sortie immédiate faite par le Groupe information asiles (GIA), concernant Billy L., un enfant de 13 ans et demi, tenu interné et abrité de neuroleptiques à l'hôpital psychiatrique de Lannemezan près de Tarbes depuis janvier 2000, les week-ends et les ferries.

Cet enfant, qui est le fils de mme Couillard-Maugery également requérante dans cette affaire devant la Cour européenne des Droits de l'Homme, n'en est pas à ses premiers mauvais traitements psychiatriques.

Déjà, en décembre 1998, sa famille d'accueil l'avait fait interner à l'hôpital psychiatrique Purpan de Toulouse, où sa mère avait pu se procurer des photos d'enfants « soignés » dans ce service de pédo-psychiatrie, ligotés sur leur lit ou sur leur chaise...

Le GIA, fin 2000, a déjà saisi les médias de cette sombre affaire. Nous dénonçons alors les mises en chambre d'isolement en secteur adulte de cet enfant à l'hôpital psychiatrique de Lannemezan. Le 20 novembre 2000 une lère audience de sortie judiciaire avait lieu devant le TGI de Tarbes, où le président du TGI constatait les dysfonctionnements des services judiciaires et administratifs dans la prise en charge de l'enfant. Il constatait également l'urgence que ces mêmes services renvoient complètement cette prise en charge qui a abouti à la désastreuse psychiatrie au long cours de cet enfant. Malgré cela ce n'est qu'en février dernier que le juge des enfants de Châteauroux a pris comme seule décision de confirmer le placement de Billy pour 2 ans et de suppri-

mer les allocations familiales à sa mère (mme Couillard-Maugery), la mettant ainsi dans une situation financière intenable, alors que rien n'était réglé pour l'enfant qui, depuis, est resté interné les week-end et les vacances à l'hôpital psychiatrique de Lannemezan.

Depuis la première ordonnance du président du TGI de Tarbes, le 23 novembre 2000, rien n'a été fait, au contraire la situation a empiré. Pour Billy rien n'a changé. Pour sa mère, les moyens financiers de sa survie lui ont été supprimés...

De plus, ces dysfonctionnements sont apparus tels que la Cour européenne des Droits de l'Homme a décidé, comme pour l'affaire de M. Papon, de se saisir en urgence de la requête de mme Couillard-Maugery visant entre autres les mauvais traitements dont son fils Billy est victime, de sommer le gouvernement Français de produire ses explications au plus tard en juin, et d'accorder à cette affaire un caractère prioritaire, chose extrêmement rare qui souligne la gravité de l'affaire.

Le gouvernement français devra donc s'expliquer sur les traitements cruels, inhumains et dégradants que Billy subit depuis début 1999 en psychiatrie et sur les dysfonctionnements dans la prise en charge des enfants de mme Couillard-Maugery.

Billy L victime de toute une boucherie en guise de soins et de suivi n'a plus de famille d'accueil. Sa scolarité ne se passe plus que dans un Institut de Rééducation spécialisée. Il ne voit plus sa mère sauf quelques rares et conflictuelles visites surveillées...

Groupe Information Asiles

dans la toile

Les 17 et 18 octobre 1961, lors d'une manifestation non-violente contre le couvre-feu qui leur était imposé, des dizaines d'Algériens étaient assassinés à Paris par des fonctionnaires de police aux ordres de leurs supérieurs. Depuis quarante ans, ce crime contre l'humanité commis par l'État a été occulté, et ceux qui l'ont organisé n'ont jamais eu à rendre compte ni de leurs décisions ni de leurs actes. L'association « 17 octobre 1961 contre l'oubli » vient de lancer un site sur les événements d'octobre 1961... (www.17octobre1961.org) La CNIL a publié le 28 mars 2001 un rapport sur la « cyber-surveillance » des salariés dans l'entreprise (<http://www.cnil.fr/actu/index.htm>). La conclusion en est que les employeurs et les salariés doivent discuter des limites à ne pas dépasser et signer des accords d'entreprise.

Depuis quelques semaines, les arts avaient désertés cette rubrique, les revoici, en force.

P.O.S. transforme le plan d'occupation des sols en plan d'occupation des sites. Un laboratoire artistique permanent sur Internet, autour des questions de l'espace urbain et de l'utopie. Du privé au collectif, p-o-s établit les conditions d'échange et de mobilité, de rencontre et de fragilité qui fondent la notion de la ville. Le projet se situe au confluent de plusieurs problématiques actuelles, liées d'une part à l'aménagement urbain, et d'autre part au développement des nouvelles technologies. (<http://www.p-o-s.org/>) Situ à souhait.

Ce n'est pas un site, ce n'est pas de l'art, ce n'est pas de l'information et je ne sais même pas si c'est bien de ça que je vous parle. C'est vous dire si j'en reviens ! (<http://www.inexhosting.com/erational/>) J'y étais allé parce qu'un mail perfide me l'avait indiqué et ne comptais y rester que quelques minutes, pour voir. Ça fait plus de dix heures que je surfe de liens en liens... Dans le même genre, il y a aussi ça (<http://www.irational.org/ittp/>). A suivre dans tous les sens du terme.

Et, pour finir, un site qui héberge différentes pièces opérantes au travers de synergies avec le public sur les réseaux. On peut interagir avec elles en participant à leur réalisation. (<http://www.nomemory.org/>) À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

Vite fait...

■ **Restructurations :** les dégraissages de la semaine. Pricewaterhouse Coopers supprime 1000 emplois ; Marconi 3000 ; Kellogg 620 ; Dupont 4000 ; NEC 700 ; Alcatel 1100...

■ **Remember.** Il y a tout juste 7 ans entre 500 000 et 800 000 civils **Tutsis et Hutus** étaient massacrés au Rwanda... sans qu'aucune instance internationale ne bouge le petit doigt et pour ne pas dire avec la complicité au moins passive de la Belgique et de la France.

■ Une quarantaine de **militant-es homosexuel-le-s** ont interrompu la messe du dimanche de Pâques à Melbourne, où officiait George Pell, archevêque de profession et homophobe de merde par conviction.

■ **Colombie.** 25 paysans ont été assassinés jeudi 12 avril par des commandos paramilitaires d'extrême droite à Alto-Naya au sud-ouest de Bogota... commandos armés et financés par qui déjà ?

■ **Tourisme spatial.** Le milliardaire américain Dennis Tito participera au prochain vol Soyouz (Russie). Décollage le 28 avril à destination de la station spatiale internationale. Coût du billet : 20 millions de dollars soit ce que gagne un smicard en 2 200 ans environ.

■ **Même patron, même combat.** Plusieurs centaines de salarié-e-s de LU ont défilé jeudi 12 à Paris pour protester contre la suppression des quelques 600 emplois programmés par leur direction. Après s'être rendus au siège social de leur entreprise, ils ont été jusqu'au magasin Marks et Spencer du Boulevard Haussmann, où les employées de l'enseigne britannique les attendaient avec une banderole marquée : **Danone, Marks & Spencer, même combat.**

■ **Bordeaux AOC.** Bien que la gauche soit majoritaire à la communauté urbaine de Bordeaux (61 sièges sur 120), c'est Alain Juppé qui en a été réélu président.

■ Les salariés des compagnies aériennes **AOM, Air Liberté, Air Littoral** appellent à manifester à Paris mercredi 18 avril pour défendre leurs emplois et protester contre le retrait du principal actionnaire de leur groupe : Ernest-Antoine Seillière, un retrait qui risque d'entraîner la liquidation de ses entreprises et la mise au chômage de leurs salariés.

■ Des milliers de chercheurs de toute la planète ont lancé un **ultimatum aux revues scientifiques** pour qu'elles renoncent à exiger des droits sur les articles qu'elles publient, articles écrits gratuitement par les chercheurs et que ceux-ci veulent voir mis gratuitement à la disposition du public sur des bases de données librement accessibles sur Internet.

■ **... bien fait**
Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wandoo.fr

Les OGM : instruments de la domination capitaliste

LES TENANTS DE l'écologie politique, les Verts, entre autres, nous rebattent les oreilles avec la supposée dangerosité des OGM pour l'environnement. Depuis maintenant deux ans, il ne se passe pas un mois sans qu'un événement ne s'y rapporte. Les débats télévisés foisonnent, tous posent la même question : les OGM constituent-ils un danger pour l'environnement ? Les opposants aux OGM s'affrontent aux « experts » plus ou moins aux ordres. Tout cela au nom d'un sacro-saint principe de précaution qui ne laisse pas d'interroger, dès lors qu'il est bafoué par ses promoteurs même ! En effet, qui a autorisé la mise en culture des OGM ? Qui refuse de donner le nom des communes et les parcelles où sont cultivées des plantes issues du génie génétique ; sous prétexte que cela entraînerait des troubles à l'ordre public ? La verte Dominique Voynet. Il est assez comique de constater que les défenseurs de la démocratie participative refusent l'information aux citoyens, comme ils disent. Auraient-ils peur du choix de ces mêmes citoyens ? C'est toute la contradiction de l'exercice du pouvoir...



Le paysan est donc intégré dans un processus de concentration verticale digne des heures de gloire de la famille Wendel. L'industrie agro-alimentaire fournit les semences au paysan, lui achète le produit de sa récolte et le vend aux grandes surfaces. Par ailleurs, on ne peut que constater les relations qu'entretiennent les semenciers et l'industrie chimique. Il est de notoriété publique que Monsanto est à l'origine un des fleurons de l'industrie chimique nord-américaine, qui n'a développé un maïs transgénique que pour augmenter ses marges sur son herbicide total : le Round-Up. On sait moins, par contre, que Novartis est issue de Sandoz, firme de Bâle tristement célèbre pour la pollution du Rhin, qui ne s'en est pas encore tout à fait remis.

Un écran de fumée « écologique »

Mais l'argument écologique n'est qu'une vaste fumisterie : les connaissances sur les interactions des différents organismes dans l'environnement ne permettent pas, actuellement, de se prononcer de manière sérieuse sur le « risque » introduit par les OGM. Le maïs Bt serait toxique pour le papillon monarque ? Les OGM modifieraient la flore bactérienne des sols sur lesquels ils sont cultivés ? Et alors ! Ces conséquences directes ne préjugent en aucun cas de ce qui pourrait se passer à plus grande échelle. Le débat écologiste autour des OGM est donc un faux débat, et il masque, volontairement ou non, le fond du problème.

Une volonté d'hégémonie économique

Celui-ci est économique. En effet, les semenciers, par l'adjonction d'un gène « étranger » à l'espèce, acquièrent un droit de propriété sur la nouvelle souche ainsi créée (contrairement à ce que certains prétendent, il n'y a pas création d'une nouvelle espèce : une souche sauvage, c'est à dire naturelle, et une souche transgénique restent théoriquement inter-reproductibles). Ils utilisent ce droit pour empêcher les paysans de garder une partie des semences qu'ils ont produites pour planter leur prochaine récolte. Monsanto, par exemple, dépense des milliers de dollars pour payer détectives, huissiers et autres fouteurs pour s'assurer que les cultivateurs ne replanteront pas de graines issues de la récolte précédente. Et malheur au contrevenant.

Ainsi, si un nouveau principe actif d'intérêt médical, par exemple, est découvert chez une plante, un insecte, une éponge... l'espèce elle-même peut-

être brevetée. Et toutes les applications issues de la bestiole, de la plante entraînera la perception de droits d'auteurs par la firme à l'origine de la découverte de l'espèce. Le fait que les autres utilisations n'aient rien à voir avec la première n'a aucune importance. Bien sûr, c'est valable dans l'agro-alimentaire où certains gènes d'insectes (pesticides « naturels ») ou de poisson (résistance au froid) sont allégrement utilisés, mais aussi dans l'industrie biomédicale. En effet, de nombreux organismes (plantes, insectes et métazoaires primitifs comme les éponges et les méduses), produisent des molécules qui peuvent se révéler intéressantes d'un point de vue médical. Quand on connaît la durée d'un brevet sur un médicament (trente ans), on mesure tout de suite l'enjeu.

Un brevet sur un organisme donné pourra donc générer des profits sur l'agro-alimentaire, les cosmétiques, la médecine... En gros, y a de la thune à se faire. Et les capitalistes ne s'y sont pas trompés : si le paysan est intégré dans une chaîne de production, les transnationales, elles, se regroupent de façon à couvrir tous les champs de l'exploitation du vivant : industries pharmaceutiques,

agro-alimentaires et chimiques fusionnent joyeusement (Hoechst-Marion-Roussel et Rhône-Poulenc Rohrer ont donné Aventis ; Boehringer-Mannheim et Roche ont fusionné en Roche Diagnostics).

Le fric, toujours le fric

Dans un tel contexte, on peut se faire du souci : de là à payer pour respirer il n'y a, d'un point de vue logique, pas très loin. Le concept « tout s'achète, tout se vend » est d'ailleurs sous-jacent aux « permis de polluer ». Loin de se contenter de critiquer, comme d'autres, la volonté hégémonique des firmes biotechnologiques sans remettre en question le système, il faut dans le domaine scientifique et industriel, remettre en question la notion même de propriété intellectuelle.

À qui appartient une espèce de plante ? À qui appartient l'air que nous respirons ? À personne. Dans la recherche comme dans les autres activités humaines, seule l'utilité sociale du travail doit avoir droit de cité. À cet égard, les OGM peuvent être un outil pour produire des molécules à usage thérapeutique qui ne pourraient être obtenues autrement.

Pendant la course au profit est actuellement la seule raison de l'existence des OGM dans l'agro-alimentaire. En effet, quel besoin y aurait-il d'augmenter les rendements quand l'Union européenne brûle chaque année 1,5 à 2 millions de tonnes de céréales pour soutenir les prix ? Juguler la famine et la malnutrition dans le monde ?

Me faites pas rigoler.
Olivier - groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

chronique anarcha-féministe De la normalité de la violence sexuelle...

La France aussi a ses *serial killers* et notamment celui de l'Est parisien. Comme s'il fallait « illustrer » l'horreur des chiffres de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes. Une femme peut mourir des mains de l'homme qu'elle aime ou de n'importe quel autre, car au mauvais moment, au mauvais endroit. Comme, aussi, pour donner rétrospectivement raison à la campagne scandaleuse « Cet homme est un violeur, cet homme est un homme » Et oui : comment reconnaître un gentil, un qui a « compris », qui fait attention, d'un méchant, en proie à ses pulsions qui casse autour de lui des victimes expiatoires ? Comment faire la différence alors que cet homme a mené deux relations laissant ses femmes survivantes, nostalgiques d'un homme doux et prévenant ? Comment faire la différence dans cet autre cas : un homme torture une femme qu'il a suivie chez elle. Il s'absente plusieurs heures puis revient continuer de torturer. Qu'a-t-il fait pendant ce temps d'absence ? Il est allé chercher ses enfants chez la nourrice, les a fait manger, prendre leur bain, les a couchés, a attendu que son épouse revienne pour prendre le relais. Alors « monstre » ou pas ? Car, voyez-vous les psychiatres sont bien marris : ces hommes sont incurables car parfaitement conscients de ce qu'ils font. Alors, « monstre » ou pas ? Pas monstre : produit fini ! Nous vivons dans un système patriarcal, soumis-es à ce système. Système multiséculaire qui applique le vieil adage « diviser pour mieux régner ». Alors d'un côté les faibles : femmes, enfants, lesbiennes à double titre, gays et de l'autre ceux qui prouvent qu'ils sont les forts en dominant les faibles. Les plus violents de ces « forts » sont appelés « monstres ». Je suis bien manichéenne ? Depuis longtemps, des femmes s'organisent afin de ne plus être assignées à un sort de victime. Que des hommes s'organisent afin de ne plus être assignés à un sort de « produit fini » !

Marthe

Sommet des Amériques: ne nous laissons pas intimider 20 avril: occupons notre quartier

Du 20 au 22 avril 2001, 34 chefs d'État se réuniront à Québec (Canada), à l'occasion du troisième sommet des Amériques, en vue de créer une zone de libre échange qui s'étendra sur tout le continent américain. Lors de ce sommet, de nombreuses initiatives de protestation et de résistances s'organisent dont un « Carnaval de résistance au capitalisme » dont sont partie prenante la NEFAC (Fédéra-

tion anarcho-communiste du Nord-Est, États-Unis et Québec) et le Comité populaire du quartier Saint-Jean Baptiste de Québec.

Vous trouverez ci-dessous l'appel international lancé par la NEFAC à l'occasion de son congrès de février dernier (ML n°1234), dont notre organisation est signataire, ainsi qu'une initiative du Comité populaire (pour plus d'information sur ce

Comité voir le ML n°1236). Après les manifestations internationales de Seattle, Prague, Nice... ce rendez-vous s'annonce sous un climat de forte répression. En effet, on parle de 6500 flics et 500 militaires mobilisés, d'un périmètre de sécurité de 4 à 6 km et d'une prison de 600 places vidée pour l'occasion. Exprimons notre solidarité avec celles et ceux qui manifestent à Québec!

ET SI NOUS FAISONS UN immense pied de nez à la police et aux médias en transformant la rue Saint-Jean en scène de carnaval de résistance pacifique et festif? Et si l'on transformait l'horrible mur de la honte en immense fresque urbaine, comme c'est déjà commencé près du parc Berthelot? C'est ce que propose le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste en collaboration avec les autres groupes militants. Aucune raison ne justifie qu'un quartier fier, et avec une aussi belle histoire de résistance que le nôtre, subisse un événement comme le Sommet des Amériques dans la peur et le silence. Résistants et militants ont tout à gagner à s'unir et à se montrer solidaires. C'est pourquoi nous appelons toute la population à descendre sur la rue Saint-Jean le 20 avril pour ouvrir une zone libre, festive et pacifique, dans le cadre du Carnaval de résistance au capitalisme et à la ZLEA. C'est notre quartier, ce sont nos rues: occupons-les! C'est la meilleure manière de vaincre la peur et d'être solidaires des peuples des Amériques.

Occupons-nous de nos affaires

Le Sommet des Amériques se tiendra en plein Carnaval de résistance au capitalisme et s'ouvrira sur une journée globale d'actions dont le but est de perturber au maximum la rencontre des chefs d'État tout en respectant la diversité des tactiques. Cette journée est organisée par deux des groupes les plus radicaux du mouvement antimondialisation, le Comité d'accueil du Sommet des

Amériques (CASA) et la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), ce qui fait craindre à plusieurs que le centre-ville ne soit livré à « la casse et au pillage ». Il faut dire que depuis quelques mois, les autorités, la police et les médias font tout pour nous rassurer, n'est-ce pas. Pourtant, la proposition de la CLAC et de la CASA devrait avoir tout pour nous plaire. À l'origine, l'idée est d'organiser trois zones distinctes, respectant ce que chacun a envie et la possibilité de faire, qui seront cependant solidaires les unes des autres dans un esprit de résistance.

La première zone, la zone « verte », sera la scène d'une manifestation festive et pacifique où il n'y a pas de risques d'arrestations.

La deuxième, la zone « jaune », vise à organiser des actions défensives (bloquer des rues, par exemple) comportant un certain risque d'arrestations.

Enfin une troisième zone, la zone « rouge », qui n'est pas organisée par la CASA et la CLAC mais par différents groupes d'affinités, vise des actions directes de perturbation (et comportant donc un grand risque d'arrestations).

Le tout commencera par un grand rassemblement des « mouvements sociaux en ruptures », le 20 avril à midi à l'Université Laval. Une marche se dirigera ensuite vers le centre-ville où les groupes se sépareront, vers 14 h, selon leurs affinités. C'est à ce moment que nous proposons d'accueillir sur la rue Saint-Jean les manifestants pacifiques.

Face à l'agression caractérisée que représente la tenue du Sommet des

Amériques dans notre cour et la campagne de peur menée contre les manifestants, deux attitudes sont possibles: se mettre la tête dans le sable en priant pour que ne survienne rien de fâcheux, ou foncer et organiser notre propre manifestation pacifique. Tout porte à croire

que la police veut à tout prix éviter une convergence entre les manifestants et la population. Nous, c'est justement cette convergence que nous vous proposons. Grande Manifestation carnavalesque et pacifique
Rassemblement dès midi sur la rue

Saint-Jean, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste.

Comité populaire St Jean
Baptiste, Québec

Information:
522-0454 compop@qc.airacom

Déclaration internationale des communistes libertaires, Québec 2001 Contre la globalisation capitaliste! Pour la liberté, l'autogestion et le socialisme!

A QUÉBEC, EN AVRIL 2001, 34 CHEFS D'ÉTATS DE toutes les Amériques - à l'exclusion de Cuba - se réuniront pour un troisième Sommet des Amériques. L'enjeu des négociations de ce Sommet comporte, entre autres, la création d'une Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA) pour 2005. Cet accord de libre-échange est, en fait, une extension des accords déjà adoptés en Amérique du Nord (ALE et ALENA) désormais étendus de l'extrême Nord du Canada à la Terre de Feu. L'ALENA a déjà meurtri très profondément le Mexique, sans compter les blessures qu'il a également infligées aux prolétaires, aux étudiants, aux paysans, aux sans-emploi et aux retraités du Canada et des États-Unis. Ainsi, nous pouvons déjà voir concrètement quels seront plusieurs des effets désastreux de ce fleau que sera la ZLEA sur les populations des Amériques.

Les accords de libre-échange sont la pièce maîtresse de la globalisation et aggravent une situation déjà intolérable. En effet, ils permettent la déréglementation et la libéralisation des marchés, c'est-à-dire qu'ils éliminent les « entraves au commerce » que sont, par exemple, la protection de l'environnement et les droits des travailleurs. De plus, ces accords contribuent à la privatisation et la marchandisation de toutes choses, même des services essentiels comme la santé ou l'éducation. Évidemment, ce phénomène de globalisation ne tient pas compte des intérêts de l'immense majorité des êtres humains, il ne vise qu'à l'enrichissement de cette poignée de nouveaux « maîtres du monde, financiers et grands capitalistes. C'est la globalisation de l'exploitation et du pillage autant économique qu'écologique! C'est la globalisation du chômage, de la précarité, de la misère et de l'injustice!

Et l'on veut nous faire croire que tout cela est inévitable! Eh

bien, nous refusons la fatalité de la logique capitaliste. À Seattle, à Prague, à Nice, nous l'avons refusée. À Québec, en avril 2001, nous la refuserons encore.

Nous luttons pour une société sans frontières, égalitaire, sans classes, sans sexisme, sans racisme; une société autogérée, où chacun·e contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Cette société sera libertaire, solidaire, sans État et s'appuiera sur la démocratie directe. La liberté, la justice et la dignité sont possibles!

Résister et s'affirmer, s'organiser et construire une alternative contre le capitalisme à tous les jours.

Pour une société communiste libertaire!

Signataires:

North Eastern Federation of Anarcho-Communists / Fédération des Anarcho-Communistes du Nord-Est (United States, Canada); Al Badil al chooi al Taharouri (Lebanon); Alternative Libertaire (France); Ceskoslovenska anarchisticka Federace (Czech Republic, Slovakia); Workers Solidarity Movement (Ireland); Congreso de Unificación Anarco-Comunista (Chile); Francophone Anarchist Federation (France, Belgium); Federacja Anarchistyczna Białystok (Poland); Priamej Akcie - Anarchokomunistickéj Organizácie Práce (Slovakia); Bikisha Media Collective & Zabalaza Books (South Africa); Solidarita Organization of Revolutionary Anarchists (Czech Republic); Federazione dei Comunisti Anarchici (Italy); Organisation Communiste Libertaire (France); Autonomist Action (Russia); Federation of Social Anarchists - TWA (Czech Republic); Siberian Confederation of Labor (Russia); Organizacion Socialista Libertaria (Argentina); Maloka (France); Anarchist Federation (Britain)

La Banque Mondiale se réunira à Barcelone du 25 au 27 juin

CETTE INSTITUTION EST NÉE des accords de Bretton Woods, en 1944, avec le FMI et le GATT, (futur Organisation mondiale du commerce) avec la finalité de concéder des crédits pour la « reconstruction et le développement » sous condition d'imposer ses politiques économiques. La Banque Mondiale (BM) est un organisme public international, payé par les contribuables du Nord et par les intérêts abusifs payés par le Sud (dette extérieure), composé par les agences financières comme la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Agence internationale de développement (AID).

Les technocrates de la BM, depuis l'imprenable et lointaine tour d'ivoire que leur procure la sécurité de leurs charges et ses immorales gratifications, impulsent, avec l'Organisation pour la coopération et le développement (OCD) et l'OMC, des politiques ultralibérales. Ces organisations planifient et exécutent les politiques économiques et sociales qui déblatèrent le terrain pour le processus de globalisation du capital.

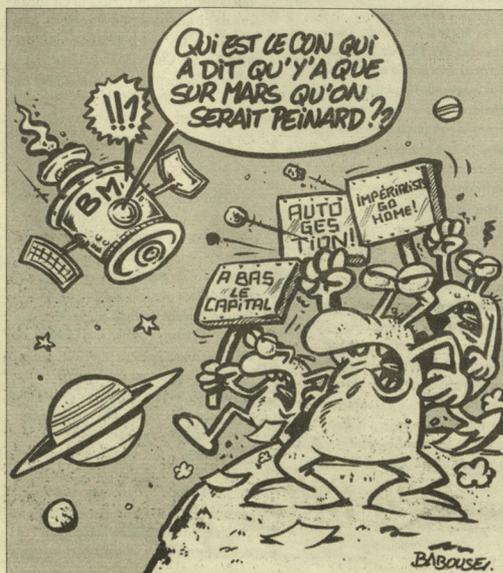
C'est ainsi qu'elles renforcent la division du travail à l'échelle internationale ainsi que les échanges inégaux en promouvant: les monocultures agressives et la manipu-

lation agroalimentaire; la restructuration des secteurs économiques avec de très dures conséquences sociales pour le monde du travail; privatisation et destruction du service public; appauvrissement généralisé de larges régions de la planète et de secteurs de la population, ce qui provoque d'énormes flux migratoires et la féminisation de la pauvreté; spoliations abusives de ressources naturelles; conflits armés et répression... sacrifiant la planète au bénéfice des intérêts des grandes multinationales.

Dans la perspective de gérer et planifier les politiques mentionnées plus haut et pour développer de nouvelles politiques sinistres, la BM réunira à Barcelone 500 délégués de son élite pour célébrer sa troisième conférence sur le développement. Un des agents de la globalisation capitaliste se trouvera, en juin, tout près de nous. Faisons parvenir à ses oreilles sourdes notre protestation la plus bruyante. Qu'ils sachent que nous ne les voulons ni ici, ni ailleurs. Seattle, Washington, Melbourne, Prague, Nice, Davos, Porto Alegre... nous ont précédé et nous indiquent le chemin. Souhaitons leur la bienvenue!

Relations internationales de la FA

D'après l'agence Rebellion.



LECTURE

Les cadres sociaux de la connaissance. G. Gurvitch

GORGES GURVITCH N'ÉTAIT pas anarchiste (1). Il fut le sociologue le plus important – et le plus contesté – de l'après-guerre. C'est à ce titre qu'il nous intéresse. Né en novembre 1894 à Noworossisk, Gurvitch est un universitaire déjà remarqué lorsqu'éclate la révolution bolchevique. Jusqu'en 1920, il en est le témoin critique. En 1917, il participe à l'organisation des soviets. Il rencontre Lénine et Trotsky, et observe avec méfiance la mise en place des organisations centralisées sous l'influence de Trotsky et Staline, qui, en ce temps-là, étaient amis. (2) Dès 1920, il quitte son

pays. Il rêve d'une autre révolution qui allierait les *comités révolutionnaires* à une *planification socialiste décentralisée*. La dictature trotsko-léniniste convient mal à un esprit libre.

Il enseigne à la Section russe de l'Université de Prague de 1921 à 1924 puis s'installe en France en 1925. Professeur à l'Université de Strasbourg puis de Bordeaux, il devra s'exiler aux États-Unis pendant la guerre. Il contribuera à la fondation de l'*École libre des Hautes Études* de New-York. Sa Déclaration des droits sociaux (1944) est un programme d'action sociale et politique de reconstruction des pays libérés par la victoire

des alliés, vue comme une construction socialiste centrée sur l'autogestion.

Les vingt années qui suivent son retour en France sont celles qui assurent la maturation de son œuvre. Professeur à la Sorbonne dès 1949, il séjournera en Argentine, au Japon, au Canada, en Afrique du Nord, en Italie, Yougoslavie, Grèce, etc. Son engagement lors de la guerre d'Algérie lui fera subir un attentat contre son domicile parisien. Il est foudroyé par une crise d'infarctus en décembre 1965.

La Révolution et la Liberté ont toujours été maintenues sur la ligne de l'horizon intellectuel de G. Gurvitch. La polémique sans compromis l'a souvent placé à contre-courant des modes scientifiques. Il a constaté avec quelque fierté : « Je suis un *exclu de la horde*, par violation pour ainsi dire ».

ments humains (familles, usines, États, Églises) ; certaines classes sociales (paysanne, bourgeoise, prolétarienne et techno-bureaucratique) et certains types de sociétés globales (archaïques, théocratiques, patriarcales, féodales, libérales, fascistes, communistes...). Il met en lumière les particularités et les différences fondamentales de ces collectifs et donne pour chacune des définitions assez précises.

Gurvitch achève son essai par l'analyse d'un *système collectiviste pluraliste décentralisateur*. « On ne peut citer aucun exemple de cette structure globale, qui n'est pleinement réalisée nulle part, mais certains germes, certaines virtualités peuvent en être observés avec des reliefs variés dans un grand nombre de pays. » (3) Il ne s'agit, dans l'esprit de l'auteur, nullement d'un type de société et d'une structure idéalisés. Il ne s'agit pas non plus de la seconde phase du communisme marxiste. Il s'agirait plutôt d'une société intermédiaire entre le libéralisme ou l'expérience autogestionnaire d'anciennes démocraties populaires, et le fédéralisme libertaire pour lequel nous combattons.

Connaitre la société pour pouvoir la changer

Les révolutions étant les *manifestations de la Justice dans l'humanité*, toute révolution ayant son point de départ dans une révolution antérieure, qui dit révolution dit nécessairement progrès mais dit également conservation. Une *révolution renouvelle l'organisation sociale ; renouvelle le monde* mais, en le renouvelant, elle le conserve, elle le sauve. La formule *Du passé faisons table*

rase! ne peut convenir qu'à des utopistes(5) ou des dictateurs; la démarche utopique aboutissant d'ailleurs logiquement à la pratique dictatoriale.

Contrairement aux révolutions politiques qui imposent un système élaboré de toutes pièces par quelques individus, la révolution économique et sociale à laquelle aspirent les anarchistes se veut pluraliste et pragmatique. La base du principe fédératif libertaire repose sur l'*auto-affirmation* et l'*auto-définition*, puis sur l'*auto-organisation* et l'*auto-gestion* de l'ensemble des composantes (individuelles et collectives) de la société. (6) Aussi ne pourrions-nous faire aboutir le projet global de société libertaire sans une connaissance la plus large et la plus objective possible des sociétés passées et présentes.

H. Trinquier

Les cadres sociaux de la connaissance. Éditions TOPS, 316 pages, 120 F.

(1) Même si l'influence de Proudhon est manifeste dans l'ensemble de son œuvre et qu'il appelle de ses vœux un « système collectiviste, pluraliste et décentralisateur ».

(2) Cf. Intervention de G. Gurvitch - Proudhon et Marx - in *L'actualité de Proudhon*, colloque de novembre 1965 - éd. Institut de Sociologie, Université de Bruxelles. (Ouvrage épuisé).

(3) G. Gurvitch, *Déterminismes sociaux et liberté humaine*. (Ouvrage épuisé).

(4) Cf. Toast à la Révolution par Proudhon, in *Idées révolutionnaires*.

(5) Nous entendons le terme d'utopie dans son sens premier, à savoir conception ou plan d'une organisation sociale idéale imaginé par un ou quelques individus.

(6) Cf. *Les principes du fédéralisme* par Guy Héraud, éd. Presses d'Europe. (Ouvrage épuisé) dont nous sommes beaucoup servis pour notre introduction à notre édition du *Principe fédératif* de Proudhon.

L'ordre mon cul, la liberté m'habite

Jean-Victor Verlinde co-anima plusieurs années une émission sur *Radio libertaire* : « A rebrousse poil ». Traitant chaque semaine de sujets d'actualité et d'autres, l'émission avait un auditoire fidèle et actif, dont les interventions écrites ou au téléphone étaient évoquées à l'antenne. Les paroles s'en vont, paraît-il, tandis que les écrits restent. Jean a donc retenu par écrit un certain nombre de thèmes (malheureusement toujours d'actualité) qui sont aujourd'hui publiés à L'Esprit frappeur. On retrouve l'esprit décapant de l'ex-animateur, sa logique implacable, son individualisme indécorable, nombre de réflexions réjouissantes ou parfois aussi discutables... Mais il semble aimer aussi la discussion. Afin de donner une idée de la prose fonctionnelle radicale de notre auteur, citons ici ce qu'il écrit à propos des croyants et du cléricisme, une réflexion que les auditeurs ont eu l'occasion d'entendre notamment à l'époque du « jubilé » : « Quoique ça m'afflige, ils ne m'inspirent pourtant que bienveillante indifférence ou scepticisme rigolard. Basta ! S'ils aiment ça, grand bien leur fasse. Je serai même à leur côté si on les persécute pour ça, qui que ce soit les persécutant et au nom de quoi que ce soit ! Mais s'ils œuvrent ou manœuvrent pour obliger – ou même simplement inciter – autrui à appliquer leurs principes, ce sera ma main sur la gueule (quelle que soit la forme que peut prendre ma main sur la gueule : paroles, écrits, actes, etc.) ! » On pourra aussi, après les points discutables, trouver un second défaut à ce livre. Il est trop court, on en redemande.

Le Furet

L'Ordre mon cul, la liberté m'habite. Jean-Victor Verlinde. éd. L'Esprit frappeur, 80 p., 10 F.
Forum avec l'auteur le samedi 21 avril à 16 h30 à la librairie du *Monde libertaire*.

copinage

Les 26, 27 et 28 avril aura lieu à l'Espace Louise Michel (42 ter rue des Cascades, Paris 20^e) le « **Cabaret anarchiste à la Belle Époque** ». Des textes de Louise Michel, Jean Grave, Octave Mirbeau, Nelly Roussel... Des chants de la Commune et autres chants de lutte. Réservation : 01 45 26 50 89.

Jean-Marie Vivier chantera le 23 avril à 20 h 30 au Théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e). Places 100 ou 80 F. Spectacle parrainé par Radio libertaire. Res : 01 43 84 70 04.

Nathalie Solence interprète ses chansons (J-P Aigeldinger, accordéon ; C. Gaisne, guitare) les 20 et 27 avril chez Driss (*Les uns les autres*), 15, rue Chevreuil, Paris 11^e; repas à 20 h; spectacle à 22 h. Tél : 01 43 70 22 40.

radio libertaire

Paris - 89.4 MHz
vendredi 20 avril à 22 h 30 :
Jazz en liberté : Shirley Scott quartet en public (1964) ; Joey DeFrancesco trio (1998) ; Larry Young quartet (1965) ; Jimmy Smith trio en public (1956) ; Eddy Louiss ensemble (2000) ; Rhoda Scott-Victor Jones duo (1992).

mercredi 25 avril à 10 h 30 :
Blues en liberté : les inconnus du country-blues.

Une analyse originale des rapports sociaux avec le savoir

« Les cadres sociaux de la connaissance » se propose d'élaborer une *sociologie de la connaissance* puis de définir et comparer diverses composantes sociales et divers types de société. Pour se faire, Gurvitch énonce huit types de connaissances particulières : connaissance perceptive du monde extérieur ; connaissance de bon sens ; connaissance politique ; connaissance d'autrui et des nous ; connaissance technique ; connaissance scientifique ; connaissance philosophique ; connaissance mythologico-théologique.

Cette série lui permet d'analyser le rapport entre le *savoir* et certains grou-

A quoi rêvent les loups ?

Yasmina Khadra

PETIT OUVRAGE, PUBLIÉ AUX ÉDITIONS POCKET (pas très cher). Il n'a l'air de rien, au départ : il parle de l'Algérie. Encore l'Algérie ? Justement ! L'introduction est forcément brutale. « Pourtant,

de toutes mes forces, j'ai cru que jamais ma lame, n'oserait effleurer ce cou frêle, à peine plus gros qu'un poignet de mieche, ce soir là. »

C'est bien de savoir, alors, comment Nafa Walid a tué son premier homme, le mercredi 12 janvier 1994, à 7h35. « descends-moi ce fils de pute ! » Et comment, aussi, on peu, en effet, en arriver là ? L'histoire commence dans le grand Alger. « L'Algérie, le plus grand archipel du monde constitué de vingt-huit millions d'îles et de quelques poussières, mais sans omettre d'ajouter que, les océans de malentendus qui séparent les Algériens, les uns des autres sont, eux aussi, les plus obscurs et les plus vastes de la planète ». Nous sommes donc, nous lecteurs, aux côtés de Nafa Walid. Il est beau et il est gentil. Un peu trop beau, et un peu trop victime, à mon goût. Mais, on ne va pas commencer à ne pas l'aimer pour ça, puisque c'est lui qui va nous accompagner, tout doucement, au travers de ce roman, à comprendre pourquoi, malgré lui, il en vient à choisir le FIS.

Il vit dans la Casbah. Ça, c'est bien avant l'horreur, bien avant le FIS et l'Intifada. Il a envie de faire du cinéma, de se faire son cinéma. Mais le cinéma ne veut pas de lui... malgré sa belle gueule. Alors, comme il n'a pas de travail... il devient chauffeur de taxi chez les riches algérois, dans la famille Raja.

Les riches l'acceptent, non sans rechigner, à condition qu'il accepte en retour leurs conditions : se faire tout petit, petit comme un chauffeur de taxi, pour les riches qui vivent dans les quartiers qui leur sont réservés, de la grande Alger, loin de la Casbah. On lui concède une petite chambre, où il doit toujours rester, disponible. Pour des plaisirs de riches (les culs de la bourgeoisie twistent !) : la belle vie, loin de la plebe, avec ses plaisirs, ses piscines, sa cocaïne, son égoïsme.

Pas pour Nafa, en tous cas, lui ne fait que les transporter. Jusqu'à ce qu'il soit témoin de l'inacceptable. Un meurtre en

direct. Puisqu'il ne l'admet pas, il est bien sûr, expulsé de chez les riches, pour retourner à la Casbah, où il refuse d'accepter ce qu'il a vu. Et pourtant, il l'accepte. De retour à la Casbah, parmi sa famille soumise aux dures lois de la réalité, il sera malgré lui attiré par les beaux parleurs intégristes.

Les islamistes terroristes et intégristes savent eux, justement causer aux jeunes gens désœuvrés et paumés. Même s'il n'adhère pas sur le fond, il finit, malgré lui, par en adopter la forme. Il n'a pas le choix. Sinon l'alternative laissée par un vieux poète résistant à la vague, largué dans les nébuleuses de ses espoirs opiacés. La terreur sexiste est là aussi. Les jeunes filles non voilées rasent les murs d'Alger.

Il finit par croire. En quoi ? À qui ? Enfin, il finit par se faire avoir par l'horreur ! Bon, ce n'est que le contexte. Et bien loin de moi vouloir, se faire égarer le lecteur dans le texte, qui parmi l'horreur, est parfois si beau. Car malheureusement, Nafa ira jusqu'au bout de l'horreur, de l'horreur, de chez l'horreur ! L'auteur présumé du roman a reconnu par la suite être un homme, ancien officier de l'armée algérienne qui a pris la plume clandestinement, pour nous la raconter, justement, l'horreur !

Il est certain, en tous cas, que si nous ne cherchons pas à comprendre les mécanismes, qui amènent à l'acceptation de la terreur et de l'horreur de l'accepter, nous ne ferons, alors qu'en constater les dégâts ! Et ça, on ne le veut pas !

Personnellement, je tenais à connaître comment ces mécanismes se mettent en place. Ce sur quoi ils reposent, comment ils pénètrent les « pauvres innocents » que nous ne sommes pas, et que nous ne serons, j'ose l'espérer, jamais ! Ni dieu, ni maître... la seule voie, à mon sens, qu'il nous reste, pour garder notre libre arbitre. Pour ne jamais accepter l'inacceptable et ses dérivés religieux. Ce qui ne nous épargne pas, pour autant, le libre choix de prendre le temps d'en comprendre les mécanismes.

Un excellent ouvrage, donc, à mettre entre toutes les mains averties ! Avanti et No Passaran !

Patrick Schindler - Claaaaaash

Épris de liberté, & prise de liberté Et prise de liberté

C'EST «NOTRE» HISTOIRE. LA «leur» continue: de simulacre (1) en mensonges (2), et de cynisme (3) en barbarie (4). Une belle histoire -la nôtre- ou celui-ci va rendre au vers sa liberté (hui), le vers libre continue dans sa belle vitalité (5) et celui-là va donner au mot sa liberté (parole en liberté, fratelli miei!) et au delà des mots et des lettres, « nous », nous passerons au poème *en chair et en os* pour que le poète reprenne sa liberté, que sa voix et ses voix soient libres, que ses gestes et ses mouvements soient libres, que son corps soit libre, que son cri soit libre et que cette somme de libertés donne à chacun et à quiconque le goût de la liberté (6).

Alors bel espace et belle location pour fêter les 20 ans de Radio libertaire - les *instants chavirés*, avec des poètes qui ont à peine 20 ans, d'autres qui ont déjà 2 fois ça et même quelques uns qui ont plus de 3 fois ça...

Et pour commencer les jeunes gens de Lyon adorent le mot et du *boxon* et plus encore idolâtres du *boxon* des mots, du bordel qu'ils peuvent faire, les mots et les poètes, si on les mélange bien, si on les agence bien dans le désordre: Julien d'Abriçon dit le jeune, Gilles Cabut dit le rôlier, Georges Hassomeris dit l'interissable, Oscar Septembre et Cosima Weiter.

Et ces autres jeunes gens venus du fond de la litanie et qui au moyen des instruments les plus modernes -y compris le livre- parlent de leurs héros, de leurs héroïnes, de leurs anti-héros et de leurs anti-héroïnes: tout dans la répétition, c. à d. la précision, soit, la fin du verbe ou le vrai début du vocal hors vocable: Christophe Fiat, Anne-James Chaton.

Et le russe exhibitionniste du chant et de la couleur, du corps et de la douleur Tolsty.

Et Ma Desheng qui ne laisse personne intact après l'une de ses *lectures-performances*. Personne! Je connais même des photographes qui oublient d'appuyer sur le déclencheur au moment adéquat, qui est le moment dur, l'indispensable instant, et des durs qui, aveuglés, ne voient plus rien derrière le rideau des larmes, et d'autres encore pour qui notre poésie inutile, futile, grotesque ou nigaud prend, soudain, irrémédiablement un sens.

Et les irremplaçables, ceux qui nous font dire *à-la-sortie* de la manifestation et 1000 ans après: « j'y étais, j'y étais, parole, parole! J'y étais. » Réunis tous, tous réunis aux instants chavirés; les froids électriques, les fluxus & post-flux et les textuels du txt, et les sonores, les fous du happening et les vociférateurs du poème élémentaire. Michel Bulteau, le moderne en péril; Charles Dreyfus, l'enrhumé des dictionnaires; Jacques Demarcq, le traducteur (en français dans le texte) de tous les oiseaux même le Kurt; Bernard Heidsieck, l'actionniste du son, l'inventeur de la voix multiple; Jean-Jacques Lebel, le nomade interne et externe & « je », dit l'ancien.

Et notre preneur de sons et capteur de mots, le dérobeur de gestes, le musicien des verbes - Patrick Müller.

Et Jacqueline Cahen qui déroule en longue bande infinie les mots du texte et le ruban de sa vie.

Et Antoine Simon qui écrit sur tout ce qu'il touche - au verso des notes de restaurant, des tickets d'autoroute, des billets doux, des lettres de rupture et autres choses administratives enfin utiles et utilisées.

Radio libertaire fête ses 20 ans

Et Bartolome Ferrando, le catalan de l'extrême sud, qui pour parler se coiffe d'un poste T.V. et lave ses poèmes comme d'autres lavent leur linge on lit les poulets et d'autres animaux comestibles en les regardant bien au fond de leur bouche, par le bec et par la gueule, là, dans leur *palais*.

C'est une histoire d'amour, mais pas cette stupide histoire d'amour à la Walt Disney faite pour les âmes sensibles nourries de cheese-burger, de fried chicken & de pop-corn et abreuvées de sirop merdeux, à bulles, pas cette histoire inventée par les églises à dieu-en-solo des 5 continents pour que nos enfants mangent du pain transparent et boivent de la piquette, pas cette histoire d'amour écrite pour « Nous Deux » le magazine qui porte-bonheur ou pour Caroline de Monaco et sa belle-sœur Emmanuelle, pas cette histoire, d'amour synonyme de possession, d'avoir et de propriété mais l'histoire d'amour de la langue neuve pour dire neuf et autrement et, bsi ce n'est se parler, se dire, écrire, faire. Alors hui, et seulement hui, découvrir que la poésie n'est pas un travail sur la langue, que ce n'est pas, non plus, un acharnement sur le mot ou sur le verbe, encore moins sur la lettre (tout ça, c'est la littérature): c'est un travail sur l'espace, sur l'espace du texte, (8) sur les espaces de la composition et sur toi, O lecteur et sur moi, l'auteur.

Julien Blaine, dit l'ancien

- (1) apparence, chimère, reflet
- (2) inexactitude, malhonnêteté, déloyauté
- (3) décision, sarcasme, malice
- (4) dureté, violence, inhumanité
- (5) élan, énergie, puissance, force, vigueur, ardeur, fougue, force
- (6) liberté

Procès d'un militant en Belgique Pour l'acquittement de Pascal Marchand!

Pascal Marchand, militant actif du Collectif Contre les Expulsions et adhérent du Centre Libertaire de Bruxelles, est condamné fin janvier 2001, par défaut, à un an de prison ferme... plus d'une année après les faits qui lui sont reprochés.

En octobre 1999, Pascal manifestait à l'appel du Collectif Contre les Expulsions devant le Centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel, dans la banlieue bruxelloise, pour protester contre l'expulsion collective, quelques jours auparavant, de tziganes slovaques.

Les préventions retenues contre lui sont très lourdes: coups et blessures, tentative de vol et dégradation de matériel. Pourtant, l'analyse des éléments concrets de son dossier permet d'infirmer la version officielle des faits. En fin de compte, Pascal Marchand

1) aurait comme d'autres manifestant-e-s secouru la clôture de la première enceinte du centre fermé

2) aurait fermement demandé à un policier en civil qui fichait des manifestant-e-s en les photographiant d'arrêter et tenté de se saisir de son appareil, lui occasionnant... une « petite égratignure au doigt » (dit le dossier). Notons que Pascal n'est pas interpellé lors de cet incident!

Condamné par défaut et ignorant tout du procès qui lui est intenté (Pascal n'a pas répondu à la convocation de la police locale qui devait lui remettre sa citation à comparaître), Pascal Marchand est cueilli chez lui, le mardi 30 janvier. Arrivé au commissariat de la commune de Schaerbeek, il est tabassé une première fois. Transféré à la prison de Forest, il est immédiatement jeté au mitard et re-tabassé (deux certificats médicaux en attestent, ainsi que les témoignages d'une délégation de parlementaires écolos qui a pu lui rendre visite en prison), ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre une grève de la faim

entamée dès le premier jour de son incarcération, qui dura en tout dix jours.

Pascal Marchand comparait devant la 50e chambre correctionnelle à Bruxelles, le vendredi 9 février. Ses avocats font opposition au jugement par défaut et obtiennent sa libération. Le procès est remis au 4 mai où l'affaire sera rejugée.

Le mouvement de solidarité a joué un rôle fondamental dans la libération de Pascal. Dès la nouvelle de son arrestation connue, la mobilisation en solidarité avec Pascal Marchand s'était organisée. Une campagne d'envois massifs de mails et de fax de protestation au ministère de la Justice et à la prison de Saint-Gilles (qui a du changer de numéro de téléphone) est organisée avec succès via Internet. À l'appel du Collectif Contre les Expulsions, plusieurs centaines de personnes étaient présentes le 9 février à 8 h30 devant le Palais de Justice de Bruxelles.

En conséquence, maintenons la pression contre l'État policier en nous rendant nombreux au procès du 4 mai à Bruxelles. Il ne fait aucun doute que ce procès est politique, il vise à criminaliser les actions de résistance et à décourager toute forme de solidarité avec les sans-papiers.

De plus, un second procès concernant 19 sympathisants du collectif pour 22 chefs d'inculpation (!) aura lieu le 1er juin. Nous rappelons, dans un contexte de criminalisation croissante des mouvements sociaux en Belgique, la contestation politique est un droit fondamental.

Le journal Alternative Libertaire, le Centre Libertaire de Bruxelles et la CAT appellent à un Rassemblement le 4 mai à 8 h 30 devant le Palais d'Injustice de Bruxelles en soutien à Pascal Marchand et contre la criminalisation du mouvement social.

Xavier. - Groupe Alliance Libertaire (Bruxelles)

Rennes: 21 avril 2001 Rassemblement des Collectifs Anti-OGM

Le 17 avril 1996, 19 paysans du mouvement des sans-terre étaient assassinés au Brésil. Depuis, en leur mémoire, a été instaurée à cette date anniversaire la Journée internationale des luttes paysannes, à laquelle « Via Campesina » a appelé à participer.

Cette année, le mot d'ordre international est celui du refus des OGM. Pourquoi?

Parce qu'au-delà des risques alimentaires et environnementaux des organismes génétiquement modifiés (OGM), se profilent bien d'autres enjeux et raisons de s'y opposer. La mobilisation des citoyens et des consommateurs et l'organisation de la résistance ont permis de faire évoluer la situation mais la logique commerciale qui vise l'appropriation du vivant et le contrôle des ressources alimentaires est toujours à l'œuvre et demande à être sans cesse combattue avec la plus grande vigueur.

Collectif Anti-OGM 56, Attac 56, Confédération Paysanne Ouest et Morbihan, Fédération Anarchiste 56, STM-CNT 56, Individus

A G E N D A

samedi 21 avril

LYON: Concert de Michel-Marie Perraudin avec Estelle Amsellem et Christophe Guillot (première partie: Didier, acoustic-anar) au Café libertaire à 20h30. PAF: 30 F. Librairie La plume noire, 19 rue Pierre Blanc, 1^{er}.

MONTREUIL (93): Radio libertaire organise, à l'occasion de ses 20 ans, une soirée de poésie contemporaine aux Instants chavirés, 7, rue Richard Lenoir. Tarifs: 60 F/réduits: 40 F.

MONTPELLIER: Exposition de photographies et d'écrits de la Commune à partir de 15 heures à la librairie « La mauvaise réputation », 20, rue Terral. A 18 heures, débat sur les enseignements de la Commune pour nous, anarchistes, aujourd'hui.

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Jean-Victor Verlinda auteur du livre « L'ordre mon cul, la liberté m'habite » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

RENNES: Rassemblement (action et pique-nique) devant l'INRA au Rheu à 12 heures organisé par le Collectif Anti-OGM du Morbihan. Suivi par un débat à la maison de quartier de Villejean (salle Rosalie) à 15 heures avec pour intervenants: François Dufour de la Confédération paysanne, Jean-Pierre Berland de l'INRA et Jean-Pierre Tertrais de la Fédération anarchiste.

20, 21 et 23 avril

PONTIVY (56): Expo « Un siècle d'injustices » organisée par l'association Liber Terre dans le cadre du Salon du livre d'histoire. Au stand Liber Terre seront présents Jean-Jacques Gandini et Ronald Creagh, qui fera une conférence sur Sacco et Vanzetti le dimanche à 18 heures.

jeudi 26 avril

MONTPELLIER: Exposé-débat sur l'œuvre de Gustave Courbet, peintre emblématique de la Commune à 20h30 à la librairie « La mauvaise réputation », 20, rue Terral.

vendredi 27 avril

LYON: Projection vidéo de « La Bataille d'Alger » de Gilles Pontecorvo au Café libertaire à 21 heures. c/o Librairie La plume noire, 19 rue Pierre-Blanc, 1^{er}.

samedi 28 avril

MONTPELLIER: Le groupe « Un autre futur » de la FA organise à 17 heures une projection vidéo du film « La Commune » de Robert Menegoz; à 19 h Emmanuel chante la Commune de Paris. Librairie « La mauvaise réputation », 20, rue Terral.

MUZILLAC (56): Soirée théâtre avec « Les maîtres et le mauvais gas » d'après Gaston Couté organisée par la Confédération paysanne à la Salle du vieux couvent à 20 h 30.

mardi 1er mai

ROUEN: Après la manif, le groupe de Rouen de la FA invite ses sympathisants à un pot à sa librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, suivi d'un pique-nique.

samedi 5 mai

SAINT-NAZAIRE: Des rencontres et des débats auront lieu à l'occasion du centenaire de Fernand Pelloutier, à l'initiative de Front libertaire, à la Maison du peuple, place Allende. Au programme: Pelloutier et l'essor des bourses du travail, Pelloutier anarchiste, Le mouvement des chômeurs, et une table ronde sur l'actualité de l'anarchosindicalisme. Tables de presse. Réservation: 06 85 63 64 93.